



GLOBAL JOURNAL OF HUMAN-SOCIAL SCIENCE: G
LINGUISTICS & EDUCATION
Volume 24 Issue 7 Version 1.0 Year 2024
Type: Double Blind Peer Reviewed International Research Journal
Publisher: Global Journals
Online ISSN: 2249-460X & Print ISSN: 0975-587X

The Effects of Public Education Spending on the Efficacy of Human Capital Training in Cameroon

By Mowitougou Bertrand Ulrich

Université de Douala-Cameroun

Abstract- This study focuses on the effects of government expenditure on human capital training in the Cameroon education system. The work is based on the experience of secondary education system and accesses the efficacy based on the school dropout rate. The descriptive and econometric statistics used on this topic come from the Public Expenditure Tracking Survey carried out in 2019 by the INS. The results of the findings enabled us to conclude that government expenditure, as far as education is concerned, is very helpful in human capital training because it reduces the rate of school dropout in Cameroon. In other words, government spending helps to reduce school disparities in rural and urban areas, improves the quality of educational infrastructure and the living standards of teachers.

Keywords: *public expenditure, human capital, educational system, school dropout.*

GJHSS-G Classification: LCC: LC89.C3, LC92.C3



THE EFFECTS OF PUBLIC EDUCATION SPENDING ON THE EFFICACY OF HUMAN CAPITAL TRAINING IN CAMEROON

Strictly as per the compliance and regulations of:



The Effects of Public Education Spending on the Efficacy of Human Capital Training in Cameroon

Effets des Dépenses Publiques D'éducation Sur L'efficacité Dans la Formation du Capital Humain au Cameroun

Mowitougou Bertrand Ulrich

Résumé- Cet article met en exergue la contribution des dépenses publiques à l'efficacité dans la formation du capital humain au Cameroun, à la lumière de son système éducatif. Pour ce faire, il se fonde sur l'expérience de l'enseignement secondaire et apprécie l'efficacité à partir du taux de déperdition scolaire. Les statistiques descriptives et les estimations économétriques utilisées à ce sujet, relèvent de l'enquête sur le suivi de la traçabilité des dépenses publiques réalisée par l'INS en 2019. Ces éléments de mesure aboutissent aux résultats selon lesquels, les dotations publiques éducatives soutiennent efficacement la formation du capital humain par la réduction des taux de déperdition scolaire. En ce sens, elles permettent, entre autres, d'éliminer les disparités en milieu urbain et rural, d'améliorer l'offre infrastructurelle d'éducation ainsi que les conditions de travail des enseignants.

Motsclés: dépenses publiques, capital humain, système éducatif, déperdition scolaire.

Abstract- This study focuses on the effects of government expenditure on human capital training in the Cameroon education system. The work is based on the experience of secondary education system and accesses the efficacy based on the school dropout rate. The descriptive and econometric statistics used on this topic come from the Public Expenditure Tracking Survey carried out in 2019 by the INS. The results of the findings enabled us to conclude that government expenditure, as far as education is concerned, is very helpful in human capital training because it reduces the rate of school dropout in Cameroon. In other words, government spending helps to reduce school disparities in rural and urban areas, improves the quality of educational infrastructure and the living standards of teachers.

Keywords: public expenditure, human capital, educational system, school dropout.

I. INTRODUCTION

Perçue depuis les travaux de Schultz (1962) et Becker (1964) comme l'ensemble des connaissances aux effets cumulatifs, l'éducation, composante majeure du capital humain, est devenue l'un des principaux leviers du développement. Pour cette raison, les gouvernements de toute obédience politique et idéologique, font de l'acquisition des savoirs savants et opérants, le pilier des objectifs de production (Bashir et al, 2018 ; OCDE, 1998). Ce choix fondamental

leur permet de construire les interactions entre les individus et les institutions d'une part, et de rentabiliser les potentialités individuelles et collectives d'autre part. Dès lors, il se crée une dynamique qui alimente les débats autour de l'impact des dépenses publiques d'éducation sur le relèvement du capital humain.

S'inscrivant dans cette dynamique, le Cameroun déploie de considérables ressources afin de maîtriser les contours d'un développement humain endogène. En effet, des efforts notables entrepris dans le domaine de l'éducation ont permis notamment d'atteindre une quasi-égalité des performances pour les garçons et les filles. Le taux d'alphabétisation chez les jeunes de 15-24 ans, tout sexe confondu, est ainsi monté à 83,1% tandis que le taux net ajusté de scolarisation (6-11 ans) a évolué de 77% en 2001 à 85% en 2014. Dans la mouvance de cette tendance méliorative, les filles se situent à un point seulement en-dessous des garçons. Par ailleurs, dans l'ordre de l'enseignement secondaire, 1 407 432 élèves étaient inscrits dans les établissements publics en 2016/2017 avec 1 120 064 élèves pour le secondaire général et 287 368 pour le secondaire technique. Même si les trois régions du septentrion enregistrent les plus faibles scores en matière de représentativité des filles au secondaire (30% de filles pour le Nord, 31% pour l'Extrême-Nord et 35 % pour l'Adamaoua), celles-ci occupent une proportion non négligeable et en nette progression de 44% (PETS 3, 2019). Par ailleurs, les données des annuaires statistiques du MINESEC pour les années scolaires 2020/2021 et 2021/2022 révèlent que cette représentativité s'est accrue de l'ordre de 46%. A l'évidence, la tendance haussière observée marque un tournant dans la transformation du tissu éducatif national. En la circonstance, l'Etat ne ménage aucun effort pour soutenir l'école, tout cycle confondu. Au travers d'une allocation des enveloppes budgétaires en expansion d'année en année, cette constance traduit une politique gouvernementale axée sur :

- le développement des infrastructures et des équipements ;
- l'amélioration, dans une certaine proportion, de la qualité de l'éducation et de la vie en milieu scolaire ;

Author: Laboratoire Economie et Théorie Appliquées, Université de Douala-Cameroun. e-mail: yann.ulrich2024@gmail.com



- l'intensification de la professionnalisation et le recours à de curricula de formation en adéquation avec l'univers économique ambiant ;
- la création de nouvelles institutions scolaires en fonction de la croissance démographique et des ressources financières disponibles.

S'agissant de ce dernier point, il faut relever que la croissance du nombre d'établissements est notable dans le secondaire comme dans les autres ordres d'enseignement depuis 2015 (SND, 2020).

Cependant, au plan théorique, les économistes sont loin de s'accorder sur les enjeux de la mobilisation des fonds publics en faveur du capital humain. Les controverses portent essentiellement sur le cadre conceptuel qui détermine les liens entre les dépenses publiques d'éducation et le développement des capacités cognitives. De ce fait, alors que les théoriciens keynésiens estiment que l'Etat doit activer les politiques publiques afin de renforcer les équilibres macro-économiques (Samuelson, 1948 ; Hicks, 1937), les auteurs néoclassiques pensent, de leur côté, que les choix publics créent des effets d'évitement au détriment des entrepreneurs (Buchanan et Musgrave, 1999). Cette controverse suscite des questionnements sur l'opportunité des investissements publics, dans des secteurs aussi sensibles que celui de l'éducation. Dans ce cadre, l'option des formules intégratives à valeur utilitaire pour le capital humain est préconisée.

Sur ce plan, de nombreuses études établissent que, lorsque les gouvernements consacrent les bénéfices de la croissance économique au financement de l'éducation pour tous, il en résulte l'amélioration de la productivité du travail et l'augmentation de l'offre de main d'œuvre (Leiderer et Wolff, 2017). Toutefois, ces résultats empiriques sont nuancés par une classe d'auteurs qui jugent ces apports insuffisants (Edeme et al, 2017). Tirant une leçon de cette réserve, le courant équilibriste conclut que l'efficacité des dépenses publiques dépend des conditions éthiques qui entourent leur mise en œuvre (FMI, 2018 ; Banque Mondiale, 2017 ; Kaboré Konkobo, 2008).

Dès lors, mesurer en profondeur les effets des dépenses publiques sur l'efficacité dans la formation du capital humain s'avère indispensable. Cette préoccupation est fondamentale car, en Afrique et au Cameroun, les politiques publiques n'obéissent pas toujours aux agendas nationaux (Noumba, 2008). Ainsi, pour juger de l'importance des dépenses publiques d'éducation, il y a lieu de revenir à la question centrale de l'étude : quels sont les effets des dépenses publiques d'éducation sur l'efficacité dans la formation du capital humain au Cameroun ? Cette interrogation induit l'hypothèse selon laquelle, les dépenses publiques d'éducation améliorent l'efficacité dans la formation du capital humain à travers la réduction du taux de déperdition scolaire. Pour rapprocher cette

conjecture de la question qui l'inspire, le travail s'articule autour de la revue de littérature, de la méthodologie et de la présentation des résultats.

II. REVUE DE LITTÉRATURE

L'extraction de la littérature va s'opérer en deux étapes : la présentation du cadre théorique relatif au financement public de l'éducation et l'analyse du cadre empirique y afférent.

a) Cadre Théorique du Financement Public De L'éducation

Dans la littérature économique dominante, l'éducation est présentée comme l'un des facteurs pionniers d'accroissement de la productivité et donc, du progrès économique et social. Cette dimension est largement acceptée de nos jours, au point de faire du niveau d'éducation, un instrument de mesure du stade de développement d'un pays (Siakeu, 2000). C'est ainsi que la fréquentation scolaire et l'échelon académique sont corrélés avec les niveaux de revenu.

La littérature indique également l'effet produit par l'éducation tertiaire à connotation universitaire sur le développement économique et humain au plan national ou régional. Sous ce prisme, Lendel (2010), Valero et Van Reenen (2019) relèvent que les universités de recherche aux États-Unis ont, par leur seule présence, un impact positif sur l'emploi et la croissance de la zone métropolitaine correspondante. En effet, une augmentation du nombre d'universités dans la région y propulse le bien-être, en raison des externalités de la connaissance¹ (Agasisti et Bertoletti, 2020 ; Faggian et al, 2019).

Compte tenu de ce qui précède, il devient impératif pour tout Etat de soutenir les principes d'équité et d'égalité au sein de la population (Agboola et Adeyemi, 2012). Une telle implication renforce les arguments en faveur des dépenses publiques d'éducation. Cependant, l'efficacité et l'efficience de l'allocation des ressources publiques suscitent un débat considérable, tant du point de vue idéologique que technique.

Sur le plan idéologique, l'efficacité de l'éducation est confrontée aux indicateurs de mesure dont la plupart sont épurés dans des contextes occidentaux avant d'être transposés dans les pays en développement. Cette transférabilité non contextualisée,

¹ Bien que Becker et Lucas présentent l'éducation et la formation professionnelle comme le résultat des stratégies individuelles, il n'en demeure pas moins qu'elles relèvent également d'une stratégie de la collectivité. En réalité, l'accumulation du capital humain induit des conséquences externes par effet réseau, dans la mesure où le niveau d'éducation d'un individu joue aussi bien sur sa propre productivité que sur celle des personnes avec lesquelles il interagit. Dans ce schéma, la productivité sociale de la formation est supérieure à sa productivité privée, ce qui permet de justifier les dépenses publiques destinées à financer le développement du capital humain.

au demeurant, induit des résultats en-deçà des attentes des populations (Kaboré Konkobo, 2008).

Du point de vue technique, il se pose un problème de niveau d'infrastructures, de moyens mobilisés pour favoriser un aspect ou un autre. Il s'agit d'une question qui fait intervenir les capacités de gestion des ressources dans le sens de l'égalité et de l'équité. A l'évidence, les notions d'égalité et d'équité renvoient à différentes conceptions de nature libérale ou rawlsienne² (FMI, 2018). Toutefois, le courant égalitariste de l'équité est privilégié car, il appréhende l'éducation comme un droit fondamental. En ce sens, le niveau et l'efficacité de l'éducation financée par l'Etat peuvent atteindre, s'ils sont soutenus, des standards appréciables. La présentation du cadre empirique du financement public de l'éducation au Cameroun semble ainsi indispensable.

b) Cadre Empirique du Financement Public de L'éducation Secondaire au Cameroun

L'étude sur l'efficacité de la formation du capital humain établit une intrication positive entre la part des ressources consacrée au fonctionnement du système éducatif et les résultats obtenus par tout Etat en la matière (Noumba, 2008). C'est dans ce contexte qu'il a été relevé une constante évolution des budgets alloués aux départements ministériels en charge des questions éducatives au Cameroun (SND, 2020).

En ce qui concerne principalement le Ministère des Enseignements Secondaires (MINESEC), l'enveloppe budgétaire qui lui est allouée n'a cessé de croître entre 2013 et 2017. La consultation des lois de Finances sur cette période de référence révèle que la part du budget consacrée à ce département ministériel est passée de 220 163 milliards de FCFA en 2013 à 318 997 milliards de FCFA en 2017, soit une hausse de 44% en cinq ans. Des mouvements similaires apparaissent de 2019 à 2022. Cette progression est supérieure à celle du budget global de l'Etat qui se situe à 34% sur la période d'observation. Les principales lignes de dépense retenues sont l'achat des fournitures et le petit entretien de bureau, l'achat de fournitures techniques spécifiques à la fonction et les frais exigibles. Quant aux investissements, ils se résument à la réhabilitation et à la construction des infrastructures éducatives ainsi que des commodités connexes (infirmeries, champs scolaires, coopératives scolaires, salles multimédia, aires de jeux, latrines, ...).

² John RAWLS est un philosophe américain auteur de la théorie de la justice distributive publiée en 1971 puis rééditée en 1975 et 1999. Dans cette théorie, RAWLS cherche à réconcilier deux principes qui s'opposent souvent, mais qui sont au cœur de l'idéal démocratique : la liberté et l'égalité. Il traite ainsi de la sphère d'action de l'individu et de son autodétermination d'une part ; et de l'égalisation d'un certain type de ressources indispensables pour garantir la liberté des individus d'autre part.

Enfin, comme dans la plupart des pays à faible revenu, le financement du secteur éducatif au Cameroun repose, en partie, sur les fonds d'aide publique au développement. A titre d'illustration, ces derniers ont représenté un flux net de 663,6 millions de dollars en 2015, contre 856,2 millions de dollars un an plus tôt. En valeur relative, ils correspondent respectivement à 2,3 % et 2,7 % du produit intérieur brut (PIB) du pays. C'est une réalité trivialement compréhensible dans la mesure où, 14% de l'enveloppe globale d'aide publique au développement est orientée vers l'éducation³.

Ces importantes enveloppes budgétaires visent, entre autres, à conjurer les risques de déperdition et de décrochage scolaires qui plombent l'efficacité interne du système éducatif ainsi que les initiatives randomisées⁴ de développement. Comme le souligne Siakeu (2000), toute politique en faveur de la réduction des taux de déperdition est une perspective de consolidation du capital humain et de projection des équilibres sur le marché du travail.

Toutefois, s'il existe une abondante littérature traitant du financement public du capital humain, la plupart des écrits s'intéressent à la réduction de la pauvreté. En effet, la documentation explorée n'indique pas comment les dépenses publiques peuvent agir avec efficacité, sur les indicateurs de formation du capital humain, à l'instar du taux de déperdition scolaire. Cela étant, la brève littérature proposée montre que l'éducation, partie intrinsèque du capital humain, est un investissement aux externalités positives attendues. A ce titre, l'effet des dépenses publiques sur l'efficacité de la formation du capital humain éducatif s'analyse au niveau de la fréquentation quotidienne des élèves et au niveau de l'augmentation de la scolarisation. Les deux niveaux révèlent que l'impact des politiques d'éducation dépend de la manière avec laquelle celles-ci augmentent les possibilités de durabilité d'un enfant dans un cycle scolaire. Il en résulte un cadre théorique standard spécifié par la relation fonctionnelle suivante :

$$A = f(S, Q, C, H, I) \quad (1)$$

A représente les compétences acquises ou tout autre proxy de l'éducation, S le nombre d'années de scolarité et Q le vecteur des caractéristiques de l'école et de l'enseignant (qualité et efficacité). C s'affiche comme vecteur des caractéristiques de l'enfant (y

³ L'ensemble de ces informations proviennent de la Banque de données de l'OCDE année 2015/2016, Comité d'aide au développement.

⁴ Les initiatives randomisées du développement désignent toutes les formules englobantes dans lesquelles les agents économiques jouent un rôle essentiel. Dès lors, la structure tutélaire (Etat ou collectivité centrale) n'a plus le monopole de la motivation des engagements et des innovations. Tout le monde participe dans un mouvement impulsé du haut comme du bas, dans une formule « bottom to bottom » (bout en bout).



compris les aptitudes innées). H est un vecteur des caractéristiques d'un agent économique (ici le ménage ou l'Etat) et I un vecteur des intrants scolaires sous le contrôle des ménages (présence quotidienne des enfants, effort à l'école, achats de fournitures scolaires). Dans ce contexte, les indicateurs de l'efficacité, variable essentielle de l'étude, se présentent comme suit :

- le programme scolaire (plaquettes de formation, cursus) ;
- le matériel d'apprentissage (documents, matériel didactique, infrastructures) ;
- le temps d'instruction (horaire, délai, planification) ;
- l'enseignement en classe (pédagogie, enseignants, apprenants) ;
- la capacité d'apprentissage des élèves (admission, redoublement, déperdition).

Tous ces indicateurs ne sont pas évoqués dans l'étude au même niveau, car la référence analytique porte prioritairement sur les déperditions. La méthodologie qui résulte de ce recueil théorique tient compte de l'espace national comme zone d'expression d'investigation

III. MÉTHODOLOGIE

La démarche méthodologique procède de l'exploitation des données secondaires et de la présentation du modèle d'analyse utilisé pour atteindre certains résultats.

a) Les données

Les données proviennent du volet éducation de l'enquête sur la Traçabilité des Dépenses Publiques dans les secteurs de la Santé, de la Nutrition, de l'Eau-Hygiène-Assainissement et de l'Education (PETS, 2019). L'enquête a été réalisée par l'Institut National de la

$$Deperdit_{-i} = \beta_1 PLEG_et_autres_i + \beta_2 PCEG_et_autres_i + \beta_3 IET_et_autres_i + \beta_4 Contractuel_i + \beta_5 Dotation_loi_fin_i + \beta_6 Dotation_AD_i + \beta_7 construction/equip/infra_i + \beta_8 variables_de_control_i + \varepsilon_i$$

Ici, $Deperdit_{-i}$ mesure l'efficacité du système éducatif. L'indice i représente l'établissement et renvoie au taux de déperdition, de redoublement ou d'abandon. $PLEG_et_autres_i$ représente le nombre de professeurs des lycées d'enseignement secondaire du second cycle et $PCEG_et_autres_i$ celui du premier cycle. Les deux cycles sont concernés par l'enquête. Mais les particularités internes à chaque cycle sont considérées au cas par cas. De cette façon les facteurs propres à chaque niveau sont intégrés en permanence. Les variables sont alors contextualisées et analysées en fonction des biais qu'elles peuvent générées.

$Contractuel_i$ désigne le nombre d'enseignants contractuels dans un établissement. $Dotation_loi_fin_i$ est le montant de la dotation budgétaire inscrite dans la loi de Finances et $Dotation_AD$, le montant de la dotation budgétaire inscrite dans l'autorisation de dépense. $Construction/equip/infra$ est l'ensemble de

Statistique (INS) en 2019 en collaboration avec l'UNICEF. Pour ce qui se ramène à la présente étude, cette enquête permet d'apprécier les incidences de la dépense publique consacrée au volet éducation sur l'efficacité du capital humain.

Dans cette perspective, des données détaillées sur les différentes dotations budgétaires et sur leurs contours d'utilisation ont donc été recueillies auprès des responsables des établissements retenus. Les informations sollicitées ont porté sur les effectifs, les enseignants, les taux de réussite, les taux de déperdition scolaire et les caractéristiques des bâtiments. Ces renseignements ont été utilisés pour identifier et suivre les indicateurs de performance interne. Plus de 90 % des écoles ciblées ont collaboré à l'enquête. Afin de garantir la représentativité des établissements et la fiabilité des données, l'enquête effectuée à partir du Journal des projets de l'exercice 2017 a privilégié, comme base de sondage, l'ensemble des projets inscrits dans le Budget d'Investissement Public (BIP) de l'année de référence. Toutefois, dans le cadre de la présente étude, seules les données relevant de l'enseignement secondaire sont exploitées.

b) Modèle Empirique D'estimation du Taux de Déperdition Scolaire

En rapport avec les formes fonctionnelles utilisées dans la littérature sur les dépenses en éducation, nous élaborons un modèle économétrique de régression inspiré de Gupta et al. (2002) pour mesurer les effets des dépenses publiques sur le taux de déperdition scolaire au secondaire. Ce modèle a été réadapté, afin de tenir compte de toutes les composantes du corps enseignant qu'on retrouve au Cameroun. Sa formulation est la suivante :

variables qui captent l'investissement public en termes de création de nouveaux établissements, de construction de salles de classe et latrines ou d'entretien infrastructurel. Enfin, ε_i est le terme d'erreur et β_i l'ensemble des paramètres à estimer. En plus des variables décrites dans le modèle, nous introduisons également des variables de contrôle pour prendre en compte les questions de gouvernance et de bonne gestion des ressources alloués au fonctionnement des établissements. La définition de ces paramètres du modèle est une caution de fiabilité pour la production des résultats de qualité.

IV. RÉSULTATS EMPIRIQUES

La mise en œuvre de la démarche méthodologique ci-dessus permet de générer des résultats mesurables comme les statistiques

produites. Ces résultats ouvrent la voie à une discussion sur le financement public de l'éducation et ses effets

a) Statistiques Descriptives

i. Le Financement Public de L'éducation

Pour cette section, les aspects sous revue s'examinent à l'aune de l'évolution du budget du MINESEC et de la part de l'éducation dans le budget global.

Tableau 1: Evolution du budget du MINESEC de 2013 à 2017 (en milliards de FCFA)

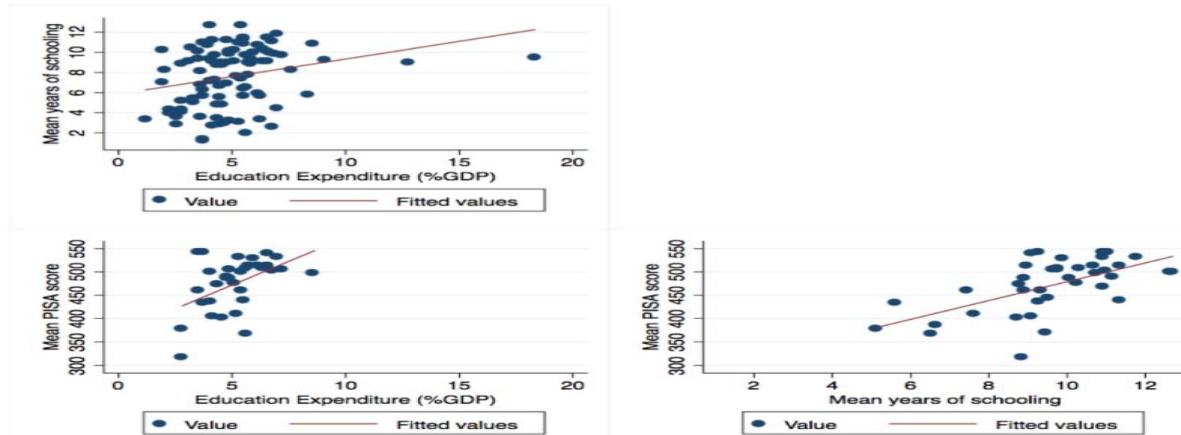
Budget	Année				
	2013	2014	2015	2016	2017
Budget de fonctionnement	203 163	211 837	226 978	224 444	295 383
Budget d'investissement	17 000	20 791	24 500	21 624	23 614
Budget total MINESEC	220 163	232 628	251 478	246 068	318 997
Part de l'éducation dans le budget global	12,1	12,4	11,7	10,7	12,4
Part du MINESEC dans le budget de l'Etat (%)	6,8	7,1	6,7	5,8	7,3

Source: Auteur, extrait des lois de finances de 2013 à 2017

Le tableau 1 présente les dotations budgétaires allouées aux enseignements secondaires et la proportion qu'elles représentent dans le budget total de l'Etat. Dans son exploitation, il distingue le budget de fonctionnement du budget d'investissement. Il met en exergue la part du budget de l'Etat qui revient au secteur éducatif dans son ensemble. Ainsi, pour la période de référence, les enseignements secondaires ont reçu en moyenne 6,74 % du budget total par an. En s'intéressant au domaine de l'éducation au sens large, plusieurs départements ministériels rentrent en jeu. Il s'agit des ministères en charge de l'éducation de base, de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique, de la formation professionnelle, de l'éducation civique et de l'éducation physique. Les

données du tableau révèlent alors qu'en tenant compte de ces aspects de l'éducation, la proportion annuelle moyenne du budget à considérer est de 11,86 %. Ces ressources propres associées aux fonds de coopération, permettent au Cameroun de maîtriser les facteurs permissifs de la déperdition scolaire, ce d'autant plus que les enveloppes budgétaires d'éducation augmentent. Plus récemment encore, en ce qui renvoie au cas du MINESEC, la dotation est passée de 386,954 à 400,1 milliards de FCFA entre 2021 et 2022 (Lois de Finances 2022 et 2023).

Toutefois, outre les résultats de l'enquête PETS, les tests standardisés confirment l'existence d'une imbrication soutenue entre les allocations publiques et les performances du système éducatif.



Source: Auteur, à partir des données de World Bank Education Statistics (OCDE PISA, Barro Lee Education dataset, 2010)

Figure 1: Corrélation entre les résultats de l'éducation et les dépenses d'éducation

Les résultats de l'éducation sont généralement mesurés en termes de « quantité » (nombre d'années de scolarité) et de « qualité » (résultats d'apprentissage). La figure 1 ci-dessus présente trois diagrammes de dispersion utilisant les données de 2010 pour montrer la corrélation entre (i) les dépenses d'éducation (en part du PIB), (ii) les années moyennes de scolarisation et

(iii) les résultats des tests du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA). Au niveau transversal, les dépenses d'éducation sont corrélées positivement avec les mesures de la quantité et de la qualité. Par la suite, elles sont reliées positivement entre elles. Ainsi, on conclut que les pays qui consacrent davantage de ressources publiques à l'éducation



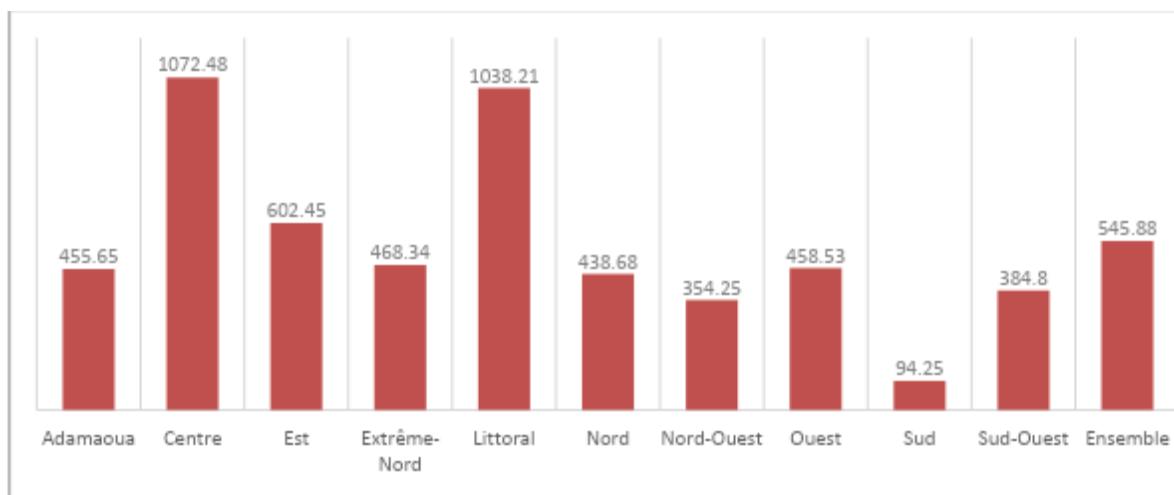
obtiennent de meilleurs résultats en la matière. Cependant de nombreux facteurs affectent simultanément les dépenses d'éducation et les résultats. En effet, ces diagrammes montrent qu'en dépit de la corrélation positive générale, il existe une dispersion importante par rapport à la ligne de tendance. En d'autres termes, il existe une variation importante des résultats qui n'est pas prise en compte formellement par les différences de dépenses.

De la sorte, les données sur les dépenses correspondent aux dépenses publiques totales pour l'éducation en pourcentage du PIB (World Bank Education Statistics, 2010). Les données sur les scores PISA correspondent aux tests de 2010 dans les catégories mathématiques, lecture et sciences (OCDE PISA, 2010). Les données sur les années de scolarité

correspondent aux années moyennes de scolarité en 2010 pour la population âgée de 15 ans et plus (Barro Lee Education dataset, 2010). Il faut alors recourir aux paramètres comme l'efficacité dans la formation car la quantité renseigne sur des masses sans qu'il ne soit possible de déterminer les apports fondamentaux sur l'évolution des agrégats économiques et sociaux.

ii. *Minimisation du Taux de Déperdition Scolaire*

Pour apprécier l'apport des dépenses publiques à la consolidation du capital humain éducatif à travers la réduction du taux de déperdition scolaire, nous examinons tour à tour, la politique infrastructurelle, celle des ressources humaines et celle des filets sociaux, qu'elles favorisent.



Source: Auteur, à partir des données du PETS 3, 2019

Figure 2: Montant moyen alloué à l'achat et à la maintenance des équipements et infrastructures (en milliers de Fcfa)

Les infrastructures (bâtiments, salles de classe, laboratoires et équipements) constituent des éléments essentiels à l'apprentissage. Elles facilitent un meilleur enseignement, renforcent les acquis et limitent les cas d'abandon et de déperdition scolaire. Sur ce plan, les résultats du PETS 3 mettent en évidence la consistance du montant moyen alloué à l'achat et à la maintenance

des équipements et infrastructures dans les établissements enquêtés. Toutefois, des disparités dans la péréquation de ces ressources apparaissent entre régions ainsi qu'entre zones urbaines et zones rurales. Par conséquent, il est indispensable pour les pouvoirs publics de juguler ces disparités afin de maîtriser les effets nocifs du phénomène d'abandon scolaire.

Tableau 2: Formation du personnel enseignant (général et technique ; 1^{er} et 2nd cycle)

Variable	Obs	Moyenne	Variance	Min	Max
Personnel craie en main total	376	27,22	39,65	0	239
Personnel craie en main PLEG/PLET/PENI/PEPS Homme	376	12,95	22,62	0	182
Personnel craie en main PLEG/PLET/PENI/PEPS femmes	376	6.40	14.36	0	100
Personnel craie en main PCEG/PCET/PAENI/PAEPS Homme	376	9.53	12.89	0	80
Personnel craie en main PCEG/PCET/PAENI/PAEPS Femme	376	3.95	8.60	0	60
Personnel craie en main IET/MPEPS/MEPS/MAEPS Homme	376	2,22	4,58	0	36

Personnel craie en main IET/MPEPS/MEPS/MAEPS Femme	376	0,96	2,54	0	27
Personnel craie en main Contractuel Homme	376	1,01	3,21	0	46
Personnel craie en main contractuel Femme	376	0,4	1,16	0	8

Source: Auteur, à partir des données du PETS 3, 2019

Afin d'améliorer le contenu des enseignements et de constituer un capital humain de qualité, le gouvernement camerounais investit dans la formation, le recyclage et le déploiement des enseignants qualifiés au profit de l'ensemble des établissements publics d'enseignement secondaire du pays (francophone et anglophone). Le tableau 2 révèle ainsi que sur 389 établissements enquêtés, la moyenne échantillonnée compte 27 enseignants d'Etat environ. Une observation plus poussée du même tableau montre qu'en plus du

personnel enseignant produit par les grandes écoles de formation, il existe un autre mode de recrutement des enseignants par voie de contractualisation. Ainsi, on observe que sur une population de 376 enseignants, 1% ont le statut de Contractuel, avec une faible proportion de femmes. Toutefois, l'Etat doit mettre un accent particulier sur les conditions de vie et de travail des enseignants comme acteurs privilégiés de la communauté éducative.

Tableau 3: Effectifs des Cas Sociaux

	Moyenne	Std. Dev.	Min	Max
Effectif total des cas sociaux	4,49	9,78	0	88
Effectif total des cas sociaux 1 ^{er} cycle	3,16	6,65	0	72
Effectif total des cas sociaux 2 ^{ndr} cycle	1,19	3,95	0	34

Source: Auteur, à partir des données du PETS 3, 2019

Le tableau 3 révèle qu'en 2017, le nombre moyen des cas sociaux était de 5 dans l'ensemble des communes. Cependant, certains établissements pouvaient cumuler jusqu'à 88 cas. En moyenne, trois cas étaient enregistrés au premier cycle et un seul au second. L'enquête fournit ainsi de précieuses informations sur la protection des « filets sociaux » comme stratégie innovante de développement au Cameroun. Ces derniers sont utilisés dans les champs

de la protection sociale, de la lutte contre la pauvreté, des inégalités et des exclusions (Haile et Nino-Zarazua, 2018). Il s'agit des mesures qui reposent sur des programmes ou des transferts monétaires, sans contrepartie, en faveur des enfants vulnérables et des parents démunis. On y classe, la suppression de certains frais exigibles, la gratuité de l'école au primaire, la distribution des manuels scolaires, l'octroi des bourses au supérieur et diverses subventions.

b) Résultats des Estimations

Tableau 4: Analyse de la Corrélation Entre Taux de Déperdition Scolaire et Dépenses Gouvernementales

Nº	Variable	1	2	3	4	5	6	7	8
1	Déperdition	1							
2	PLEG/PLET/PENI/PEPS_Index	-0.54*	1						
3	PCEG/PCET/PAENI/PAEPS_index	-0.41*	0.66*	1					
4	IET/MPEPS/MEPS/MAEPS_index	-0.23*	0.52*	0.46*	1				
5	Enseignant_Contractuel_index	-0.13	0.51*	0.46*	0.47*	1			
6	Dotation loi de finance	-0.29*	0.18*	0.10	0.11	0.06	1		
7	Dotation AD	-0.30*	0.19*	0.10	0.12	0.07	0.99*	1	
8	Achat/Équipement infrastructure	-0.43*	0.44*	0.25*	0.18	0.08	0.34*	0.31*	1

Source: Auteur, à partir des données du PETS 3, 2019

Le coefficient de corrélation linéaire donne une mesure de l'intensité et du sens de la relation linéaire entre deux variables. L'on s'intéresse à son interprétation en considérant sa valeur comprise entre -1 et 1. Plus sa valeur est proche de 1, plus la relation linéaire positive entre les variables est forte. Symétriquement, plus sa valeur est proche de -1, plus la

relation linéaire s'établit dans le sens négatif. Plus le coefficient est proche de 0,0, plus la relation linéaire entre les variables est faible. Dans le cas de cette étude, les coefficients de corrélation varient entre -0.13 et 0.66, ce qui traduit l'existence d'une corrélation négative et significative entre le risque de déperdition scolaire et les variables relatives aux actions gouvernementales. Cela



signifie qu'une intensification de ces mesures contribue à réduire le risque d'abandon et les mauvais résultats scolaires qui conduisent au redoublement.

V. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'étude menée sur le lien entre les dépenses publiques d'éducation et la formation du capital humain a été féconde en termes d'enseignements. Fondée sur l'hypothèse selon laquelle, les dépenses publiques d'éducation améliorent l'efficacité dans la formation du capital humain à travers la réduction du taux de déperdition scolaire, elle a abouti à des résultats tangibles. Comme premier résultat, l'étude révèle qu'en facilitant l'ouverture de nouveaux établissements puis la construction et la réhabilitation des infrastructures éducatives des établissements existants, les fonds publics jugulent les contraintes (distance, coûts de la vie hors du cadre familial, etc.) qui justifient, bien souvent, le phénomène de décrochage scolaire.

Le deuxième résultat indique, quant à lui, que l'amélioration des conditions de vie et de travail des enseignants, les incline à mieux s'occuper des apprenants. Cette nouvelle citoyenneté s'accommode d'un réveil de conscience professionnelle profitable aussi bien aux apprenants qu'à la nation.

S'agissant du dernier résultat, il montre que les allocations gouvernementales assurent le droit à l'éducation pour tous. Dans ce cumul, l'on arrive à la maîtrise des barrières financières reconnues comme principales causes de déperdition scolaire.

Deux recommandations découlent de ces résultats. Premièrement, nonobstant le foisonnement de l'offre d'éducation des promoteurs privés, il faut davantage encourager le déploiement de l'action publique inclusive dans le domaine. Deuxièmement, il faut identifier les principales dimensions qui inscrivent les dépenses publiques dans des objectifs pragmatiques, au lieu de les limiter à leur opportunité.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Agasisti, T., & Bertoletti, A. (2020). Higher education and economic growth : A longitudinal study of European regions 2000–2017. *Socio-Economic Planning Sciences*, 100940.
2. Agboola, B. M., & Adeyemi, J. K. (2012). Analysis of private cost of education in a selected Nigerian university. *Journal of Research in National Development*, 3 (10), 45-56
3. Banque Mondiale. (2017). *Le plan pour le capital humain en Afrique*. Booster le potentiel de l'Afrique en investissant dans sa population.
4. Bashir, S., Lockheed, M., Ninan, E. & Tan, J. P. (2018). L'école au service de l'apprentissage en Afrique. La Banque mondiale.
5. Becker, G. S. (1964). "Investment in Human Capital: A theoretical Analysis," *Journal of Political Economy*, Vol.70, No.1: pp. 9-49.
6. Buchanan, J. M. & Musgrave, R. A. (1999). *Public finance and public choice : two contrasting visions of the State*. MIT press.
7. Edeme, R. K., Nkalu, C. N. & Ifelunini, I. A. (2017). Distributional impact of public expenditure on human development in Nigeria. *International Journal of Social Economics*.
8. Faggian, A., Modrego, F. & McCann, P. (2019). Human capital and regional development. In *Handbook of regional growth and development theories*. Edward Elgar Publishing.
9. Fonds Monétaire International (2018). Evaluation de l'efficacité et de l'équité des dépenses publiques : questions clés et possibilités de réforme.
10. Gupta, S., Verhoeven, M. & Tiongson, E. R. (2002). The effectiveness of government spending on education and health care in developing and transition economies. *European Journal of Political Economy*, 18(4), 717-737.
11. Haile, F. & Niño-Zarazúa, M. (2018). Does social spending improve welfare in low-income and middle-income countries ? *Journal of International Development*, 30(3) : 367-398.
12. Hicks, J.R. (1937). Mr Keynes and the "Classics": a suggested interpretation.
13. Institut National de la Statistique. (2019). Troisième enquête sur le suivi des dépenses publiques et le niveau de satisfaction des bénéficiaires dans les secteurs de la nutrition, de l'eau-hygiène-assainissement, de l'éducation et de la santé au Cameroun (PETS 3).
14. Kaboré Konkobo, M. (2008). Les causes et les conséquences de la déperdition en Afrique : Cas du Burkina. <https://pascallonkou.blog4ever.com/les-causes-et-les-consequences-de-la-deperdition-en-afrigue-cas-du-burkina> consulté le 22 juillet 2022
15. Leiderer, S. & Wolff, P. (2017). Gestion des finances publiques : une contribution à la bonne gouvernance financière. *Annuaire suisse de politique de développement*. 26-2/2007, 175-795.
16. Lendel, I. (2010). The impact of research universities on regional economies : The concept of university products. *Economic Development Quarterly*, 24(3), 210-230.
17. MINEPAT. (2020). Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 pour la transformation structurelle et le développement inclusif (SND 30).
18. Noumba, I. (2008). Un profil de l'abandon scolaire au Cameroun. *Revue d'économie du développement*. 2008/1 (Vol. 16). <https://www.cairn.info/revue-d-econo> consulté le 22 juillet 2022.
19. OCDE. (1998). L'investissement dans le capital humain.
20. Schultz, T. W. (1962). Investment in human capital. *American Economic Review*, 51(1), 1-17.
21. Siakou, G. (2000). « Les enfants en déperdition scolaire au Cameroun ». <http://portail-eip-org/SNC/>

eipafrigue/Cameroun/deperdition.htm consulté le
22 juillet 2022.

22. *Valero, A. & Van Reenen, J. (2019). The economic impact of universities : evidence from across the globe. Economics of Education Review, 68, 53-67.*

